



Paris, le 27 avril 2005

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**DIRECTION
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE**

**SOUS-DIRECTION
DE L'ACTION EDUCATIVE
ET DES AFFAIRES JUDICIAIRES**

**BUREAU DES METHODES
DE L'ACTION EDUCATIVE
K 1**

Affaire suivie par : Pascal Robinet

Tel : 01 44 77 25 90

Pascal.robinet@justice.gouv.fr

Le directeur de la protection judiciaire de la jeunesse.

à

Madame et Messieurs les directeurs régionaux
de la protection judiciaire de la jeunesse.

Monsieur le directeur général du CNFE
de la protection judiciaire de la jeunesse

Mesdames et messieurs les directeurs départementaux
de la protection judiciaire de la jeunesse.

Objet : circulaire relative à la prévention des infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires

Pièce jointe : circulaire CRIM 05-08/EI-08.04.05.

J'ai l'honneur de vous transmettre pour information, la circulaire du 8 avril 2005 relative à la prévention des infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires, de la Direction des affaires criminelles et des grâces.

Cette circulaire, fait suite à une mobilisation importante des services de l'Etat autour de cet enjeu, qui nécessite une action concertée et coordonnée des différents acteurs autour du parquet. A ce titre, il convient de rappeler le protocole de Dreux sur la sécurité des établissements scolaires signé le 4 octobre 2004, entre le Ministre de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés publiques d'une part, et le Ministre de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, d'autre part.

Sur le plan judiciaire, il est évident que cette action doit s'accompagner d'une collaboration étroite avec nos services, la cellule Justice-ville départementale, permettant d'articuler les différents services de l'institution judiciaire autour de cette action.

Nos services sont très présents dans la plupart des instances partenariales de la politique de la ville, ils pourront donc, notamment dans les cellules de veille éducative, les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté, les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, les conseils départementaux de prévention, apporter une expertise très utile à l'institution judiciaire, dans ce cadre.

DPJJ

13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Téléphone : 01 44 77 60 60
Télécopie : 01 44 77 70 60

En outre, la protection judiciaire de la jeunesse, dispose d'outils d'accès au droit diversifiés, qu'elle utilise de façon récurrente dans les établissements scolaires, de façon à sensibiliser les collégiens et les lycéens, à une meilleure compréhension de la loi et de leurs droits.

Enfin, j'attire enfin votre attention sur la circulaire interministérielle du 2 octobre 1998 relative à la lutte contre la violence en milieu scolaire et au renforcement des partenariats, qui demeure un texte de référence, et nécessite par ailleurs une actualisation des conventions qu'il préconise, ainsi qu'une prise en compte des nouvelles instances partenariales créées depuis.

**Le Directeur de la Protection
Judiciaire de la Jeunesse**

Michel DUVETTE

MINISTERE DE LA JUSTICE
DIRECTION
DES AFFAIRES CRIMINELLES ET DES GRACES
SOUS-DIRECTION DE LA JUSTICE PENALE GENERALE

Bureau de la justice pénale de proximité, des politiques partenariales
et des alternatives aux poursuites et à l'emprisonnement
Bureau des Politiques Pénales Générales et de la Protection des Libertés Individuelles

Circulaire du 8 avril 2005

Date d'application : immédiate

**Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice**

à

1. POUR ATTRIBUTION

Mesdames et Messieurs les PROCUREURS GENERAUX près les cours d'appel
Mesdames et Messieurs les PROCUREURS de la REPUBLIQUE
près les tribunaux de grande instance

2. POUR INFORMATION

Mesdames et Messieurs les PREMIERS PRESIDENTS
de cours d'appel
Mesdames et Messieurs les PRESIDENTS
des tribunaux de grande instance

N° NOR : JUS D05 30062C

N° CIRCULAIRE : CRIM 05-8/E1-08/04/05

REFERENCES : CRIM-AP N° 05-102-B14 Tome I bis

MOTS CLES : Etablissements scolaires ; dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance ; conventions départementales Education nationale-Justice ; contrats locaux de sécurité ; cellules de veille éducative ; comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté ; actions éducatives ; protection judiciaire de la jeunesse ; associations d'aide aux victimes ; magistrat référent ; traitement en temps réel ; procédures rapides ; mesures alternatives aux poursuites ; stage de citoyenneté ; délégué du procureur spécialisé ; sanctions éducatives ; multirécidivistes ; centres éducatifs fermés ; responsabilisation des parents ; absentéisme scolaire.

TITRE DETAILLE : Circulaire relative à la prévention et au traitement des infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires.

TEXTES DE REFERENCE : Loi n°2002-1138 du 9 septembre 2002 ; loi n°2003-88 du 3 février 2003 ; loi n°204-2004 du 9 mars 2004 ; décret n°2002-999 du 17 juillet 2002 ; décret n°2004-31 du 5 janvier 2004 ; articles 222-12, 222-13, 227-17, 227-18, 227-18-1, 222-39, 322-3 et 433-5 du code pénal ; article 15-1 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; articles 40-2 et 41 *in fine* du code de procédure pénale.

PUBLICATION : La présente circulaire sera publiée au Bulletin Officiel. Elle est également disponible sur le site INTRANET de la DACG, sous la rubrique « dépêches et circulaires ».

Modalités de diffusion

Diffusion directe aux procureurs généraux, et, par l'intermédiaire de ceux-ci, aux procureurs de la République.
Diffusion directe aux premiers présidents, et, par l'intermédiaire de ceux-ci, aux magistrats du siège.

La lutte contre les infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires implique une mobilisation sans faille, concertée et coordonnée des services de l'état dans leur domaine de compétence respective. Ainsi, sur le plan judiciaire, les parquets généraux et les parquets, ont un rôle déterminant tant au niveau de la prévention qui doit se traduire par un partenariat efficace avec les différents acteurs (1) qu'au niveau des réponses pénales à apporter en temps réel (2) ; ils doivent par ailleurs tout particulièrement veiller à associer les parents au processus de la réponse judiciaire (3). Cette action doit s'accompagner d'une collaboration étroite avec les services de la protection judiciaire de la jeunesse, la cellule Justice-Ville départementale, permettant d'articuler l'action de l'institution judiciaire autour de cet enjeu.

I- Prévenir les infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires

L'autorité judiciaire a un rôle majeur à tenir dans le domaine de la prévention des infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires, et il appartient au ministère public d'y prendre toute sa part. Les actions de prévention doivent être envisagées en complément des actions engagées en matière de sécurité en lien avec les chefs d'établissement. Membres essentiels des dispositifs partenariaux pouvant servir de base à une action concertée de lutte contre les infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires, les parquets disposent, au-delà de ces dispositifs, de moyens d'action qui leur sont propres et dont la diversité des initiatives locales reflète d'ailleurs la richesse.

1) Le rôle du parquet dans les dispositifs partenariaux

1-1 L'implication du ministère public dans les trois dispositifs territoriaux créés par le décret du 17 juillet 2002

Les dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance constituent, par leur nature, des lieux privilégiés de coopération entre les acteurs locaux concernés par la lutte contre les violences en milieu scolaire. Il appartient au ministère public de participer activement à chacun de ces dispositifs, ceux-ci disposant de missions spécifiques et réunissant des partenaires différents.

Il est souhaitable qu'au sein des CLSPD (conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance), le ministère public attire l'attention de ses partenaires sur les phénomènes de délinquance en milieu scolaire. Le ministère public peut ainsi inciter ses partenaires, en lien avec les directions départementales de la protection judiciaire de la jeunesse (DDPJ) présentes dans ces instances, à engager une réflexion autour de ces phénomènes et à constituer des groupes de travail thématiques s'y rapportant. Un certain nombre de CLSPD ont d'ores et déjà adopté des thèmes de travail relatifs à la prévention des infractions pouvant être commises au sein et aux abords des établissements scolaires, en constituant des groupes thématiques chargés de réfléchir, par exemple, à la prévention de la violence entre élèves, à l'absentéisme scolaire, à la sensibilisation des élèves à la citoyenneté...

La composition du conseil départemental de prévention (CDP) fait de cette instance un lieu privilégié pour encourager la mise en place d'actions concertées en matière de protection de l'enfance. Présidé par le préfet, le conseil départemental de prévention est en effet co-vice présidé par le procureur de la République et par le président du conseil général. L'implication du parquet dans cette « co-vice présidence » doit permettre au ministère public de développer des relations de confiance avec le conseil général, et de mobiliser ce dernier. Il peut en outre s'appuyer sur les directeurs départementaux de la protection judiciaire de la jeunesse, qui sont membres de droit de ce conseil et des partenaires importants des conseils généraux, dans le domaine de la protection de l'enfance (schéma conjoint).

Il paraît enfin opportun que le procureur de la République, qui préside, avec le préfet, la conférence départementale de sécurité, inscrive, au titre des orientations prioritaires déterminées par cette instance, la lutte contre les infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires.

1-2 Le rôle du ministère public dans les dispositifs contractuels

Au-delà des pluri partenariats institutionnalisés par le décret du 17 juillet 2002, les parquets sont amenés à participer et à jouer un rôle spécifique au sein de chacun des dispositifs contractuels intervenant en matière de lutte contre les violences en milieu scolaire.

- les conventions départementales Education nationale-Justice

Destinées à renforcer la coopération entre l'éducation nationale et la justice, en vue d'améliorer la sécurité, les conventions départementales déclinent les conditions de coopération entre les services, les circuits et procédures de signalement pour les situations d'urgence, tandis que les conventions locales contractualisent les modalités pratiques de signalement à l'autorité judiciaire. La conclusion de telles conventions doit être particulièrement encouragée. Au terme de l'article 40-2 nouveau du code de procédure pénale, issu de la loi n°204-2004 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, il est impératif que, désormais, les conventions locales signées prévoient systématiquement une procédure de retour d'informations vers l'éducation nationale, quant au devenir judiciaire des faits signalés. Je vous saurais gré de bien vouloir renseigner la grille jointe en annexe, afin de permettre une évaluation globale du nombre de conventions au plan national, ainsi que d'obtenir certaines indications sur leur contenu au regard des actions en matière de prévention des violences en milieu scolaire.

- Les contrats locaux de sécurité

Il appartient au ministère public de veiller à ce que chaque contrat local de sécurité nouvellement signé prévoie une « fiche action » consacrée à la prévention des infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires. A titre d'exemple, les actions les plus fréquemment envisagées en la matière par les CLS concernent la lutte contre l'absentéisme scolaire, la lutte contre les violences en milieu scolaire, le développement de dispositifs d'accueil hors temps scolaire, l'apprentissage de la citoyenneté....

- Les cellules de veille éducative

Créées dans le but de prévenir les situations de « décrochage scolaire », les cellules de veille éducatives dans lesquelles les services de la protection judiciaire sont présents, constituent un outil efficace de lutte contre l'absentéisme scolaire notamment. La participation des parquets est généralement sollicitée ; il convient que le ministère public réponde favorablement à ces demandes, même s'il ne peut, faute de temps, assurer une présence systématique aux réunions.

- Les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC)

Cadre privilégié de définition et de mise en œuvre de l'éducation à la citoyenneté et de la prévention en matière de conduites à risques et de dépendances en milieu scolaire, le comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté constitue dans l'établissement scolaire une instance opérationnelle, dont le rôle en matière de la prévention des infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires est essentiel. Dans ces conditions, la participation des parquets à ces instances paraît indispensable. Au sein du CESC, le parquet peut, par exemple, assurer une information en lien avec la DDPJJ en direction des personnels de l'établissement sur la loi, les

droits de l'enfant et sa protection, le fonctionnement des juridictions et la protection judiciaire de la jeunesse.

2) L'organisation et les modalités d'action des parquets

2-1 La désignation d'un magistrat référent

Afin de faciliter les relations et l'échange d'information, et de créer une fonction conseil, il est essentiel que chaque établissement scolaire dispose, dans chaque parquet, d'un référent unique et clairement identifié. Il paraît par ailleurs tout à fait opportun que le référent « parquet » connaisse et entretienne des contacts réguliers avec son homologue, référent pour le même établissement scolaire, au sein de la police ou de la gendarmerie.

2-2 La participation à des actions éducatives à destination des publics scolaires

De la même manière que le ministère public dispose, à l'audience, d'un rôle pédagogique, il lui appartient, à l'extérieur du palais de justice, de faire connaître et comprendre la loi. A cette fin, la participation des parquets à des actions éducatives à destination des publics scolaires est primordiale. Ces actions peuvent être de plusieurs types : interventions en milieu scolaire, accueil de scolaires au palais de justice... Il convient de souligner tout l'intérêt que représente, en la matière, une collaboration étroite et régulière avec les services de la DDPJJ. Les actes de délinquance commis en milieu scolaire étant susceptibles d'impliquer l'intervention de la PJJ, le parquet doit pouvoir s'appuyer sur ses services; ainsi peuvent être élaborées de manière concertée diverses actions, telles, par exemple, une action de sensibilisation à destination de collégiens ou des lycéens, l'accompagnement d'expositions (13 – 18 questions de Justice – Moi, jeune citoyen – Parlons droit, notamment).

2-3 La mobilisation des associations d'aide aux victimes

Par le biais des circuits de signalement mis en place avec l'éducation nationale, les parquets ont une connaissance étendue des infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires et, en conséquence, des victimes de ces actes. Il importe que ces victimes bénéficient d'une aide, d'un accompagnement et d'un soutien. Le recours aux associations d'aide aux victimes, tel que prévu par le dernier alinéa de l'article 41 du code de procédure pénale, doit donc tout particulièrement être encouragé.

II- Mettre en œuvre des réponses judiciaires rapides et adaptées

Pour éviter que ne se développe un sentiment d'impunité qui favorise la récidive ainsi qu'un climat d'insécurité néfaste à l'ensemble des élèves et du corps enseignant, il est essentiel que les infractions commises au sein et aux abords des établissements scolaires reçoivent une réponse systématique et adaptée de la part de l'autorité judiciaire et notamment du parquet qui doit traiter ces procédures en temps réel.

Vous devrez notamment vous assurer que les chefs d'établissement ou les services de l'inspection académique sont en mesure de signaler sans délai au parquet tout comportement pénalement répréhensible afin que soient immédiatement saisis les services d'enquête compétents.

La réponse judiciaire tiendra bien évidemment compte tant de la gravité des faits commis que de la personnalité de son auteur, particulièrement lorsqu'il s'agit d'un mineur, notamment au regard de ses antécédents.

En raison de leur rapidité et de leur caractère pédagogique pour répondre aux infractions les moins graves, les mesures alternatives aux poursuites sont souvent très adaptées et efficaces en la matière : notamment la réparation pénale, l'orientation vers une structure sanitaire, sociale ou professionnelle avec, le cas échéant, l'obligation de suivre un stage de citoyenneté, le respect d'une injonction thérapeutique en cas d'usage de stupéfiants. L'amélioration de la qualité de la réponse judiciaire pourrait être favorisée par la désignation d'un délégué du procureur spécialement chargé des infractions commises en milieu scolaire.

La prise en compte de la nature particulière de ce type de comportements implique que les parquets retiennent, chaque fois que cela est possible, la circonstance aggravante spécifiquement applicable aux infractions commises à l'intérieur d'un établissement scolaire ou éducatif, ou, à l'occasion des entrées ou des sorties des élèves aux abords d'un tel établissement : violences avec ou sans interruption totale de travail (articles 222-12 et 222-13 du code pénal), provocation d'un mineur pour qu'il se livre à la consommation ou à un trafic de stupéfiants (articles 227-18 et 227-18-1 du code pénal), cession ou offre de stupéfiants à des mineurs en vue de leur consommation personnelle (article 222-39), outrage à une personne chargée d'une mission de service public (loi du 9 septembre 2002 : article 433-5 du code pénal) et dégradations (loi du 3 février 2003 : article 322-3 du code pénal).

En cas de poursuites, les parquets devront choisir prioritairement des procédures rapides : convocations par officier de police judiciaire ou par procès verbal fixant des dates d'audience à bref délai, comparution à délai rapproché, ou encore jugement à délai rapproché pour les mineurs, et comparution immédiate pour les majeurs.

Pour les faits les moins graves, le parquet pourra utilement requérir le prononcé de sanctions éducatives créées par la loi du 9 septembre 2002 et complétées par le décret du 5 janvier 2004 (article 15-1 de l'ordonnance du 2 février 1945). Applicables aux mineurs de 10 à 18 ans, ces nouvelles mesures mettent l'accent sur l'apprentissage de la citoyenneté qui doit favoriser la prise de conscience par le mineur de sa responsabilité et des devoirs liés à la vie en société. Leur non respect peut entraîner une mesure de placement.

Lorsque les faits commis sont particulièrement graves ou lorsqu'il s'agit de délinquants multirécidivistes, ces derniers devront être systématiquement présentés au magistrat du parquet qui pourra alors envisager de prendre toutes mesures urgentes utiles, par exemple de saisir immédiatement le juge des enfants ou le juge d'instruction, voire de requérir un mandat de dépôt, notamment en raison du trouble causé à l'ordre public, extrêmement sensible en milieu scolaire.

Pour les mineurs de plus de 16 ans, multirécidivistes et en situation de rupture avec l'institution scolaire, il pourra être utilement requis leur placement sous contrôle judiciaire assorti d'un placement dans un centre éducatif fermé tant pour favoriser leur réinsertion que pour permettre leur éloignement de l'établissement scolaire dont la sérénité a été gravement troublée.


III- Responsabiliser les parents

Une lutte efficace contre les infractions commises en milieu scolaire implique que les parents du mineur concerné soient associés à la réponse judiciaire impulsée par les parquets, qu'ils en comprennent le sens et les enjeux pour l'avenir de leur enfant.

Ainsi, les personnes civilement responsables devront être systématiquement convoquées devant le magistrat du parquet lors de la présentation du mineur à l'issue de sa garde à vue, ou devant le délégué du procureur dans le cadre de la mise en place des mesures alternatives aux poursuites.

Enfin, lorsqu'il s'avère que la commission d'infractions par un mineur ou que son absentéisme scolaire répétitif trouvent leur origine, ne serait-ce que partiellement, dans la soustraction délibérée de ses parents à leurs obligations légales, ces derniers pourront être opportunément poursuivis sur le fondement des dispositions de l'article 227-17 du code pénal sans préjudice de la possibilité de saisir le juge des enfants en assistance éducative.

Je vous saurais gré de bien vouloir me faire part des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application des présentes instructions et de me faire retour de la grille jointe en annexe (au bureau de la justice pénale de proximité des politiques partenariales et des alternatives aux poursuites et à l'emprisonnement) avant le **20 mai 2005**.

Le Directeur
des affaires criminelles et des grâces

~~Jean-Marie HUET~~